

La valeur de l'action pour le climat

Une valeur tutélaire du carbone pour évaluer les investissements et les politiques publiques

Rapport de la Commission Alain Quinet (Février 2019)

Dominique Bureau

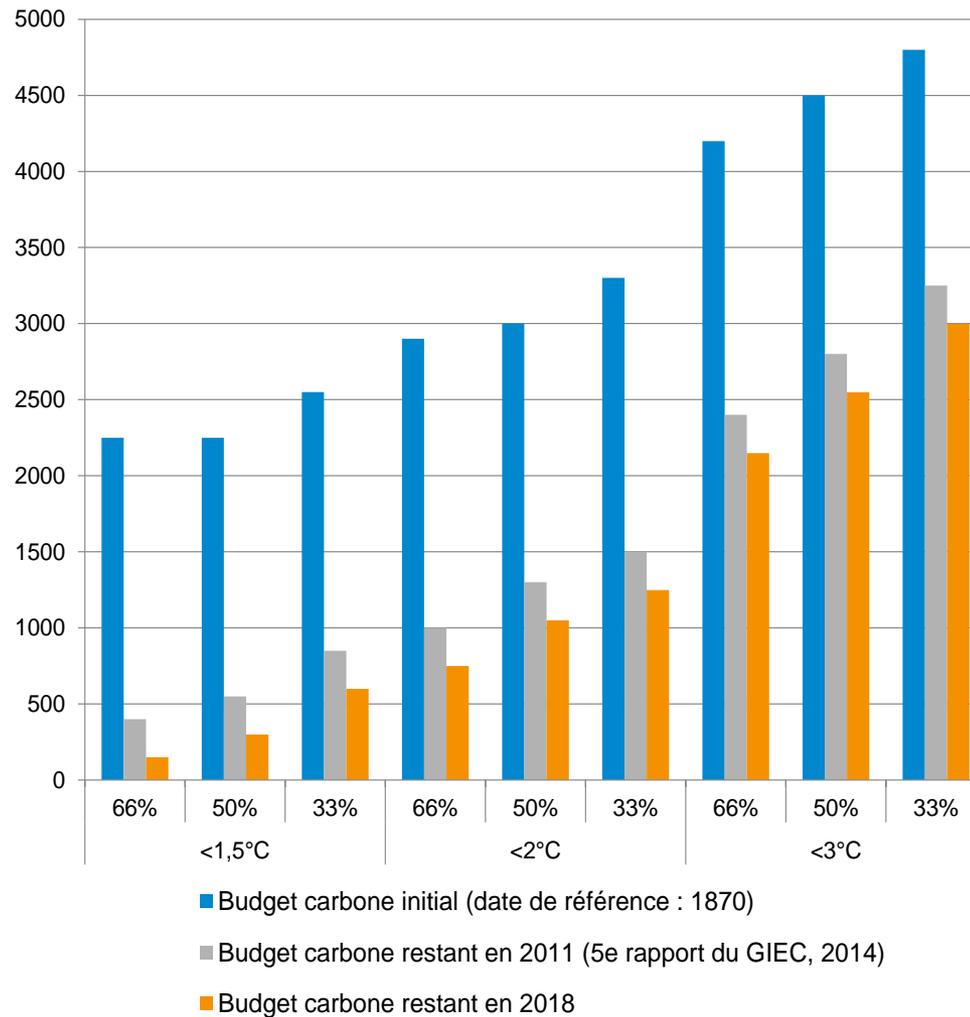
**Délégué général du Conseil économique pour le développement durable
Membre de la commission « La valeur de l'action climatique » de France Stratégie**

Colloque FS/SGP/CGEDD

Les nouvelles frontières de l'évaluation socioéconomique : des investissements publics aux politiques publiques

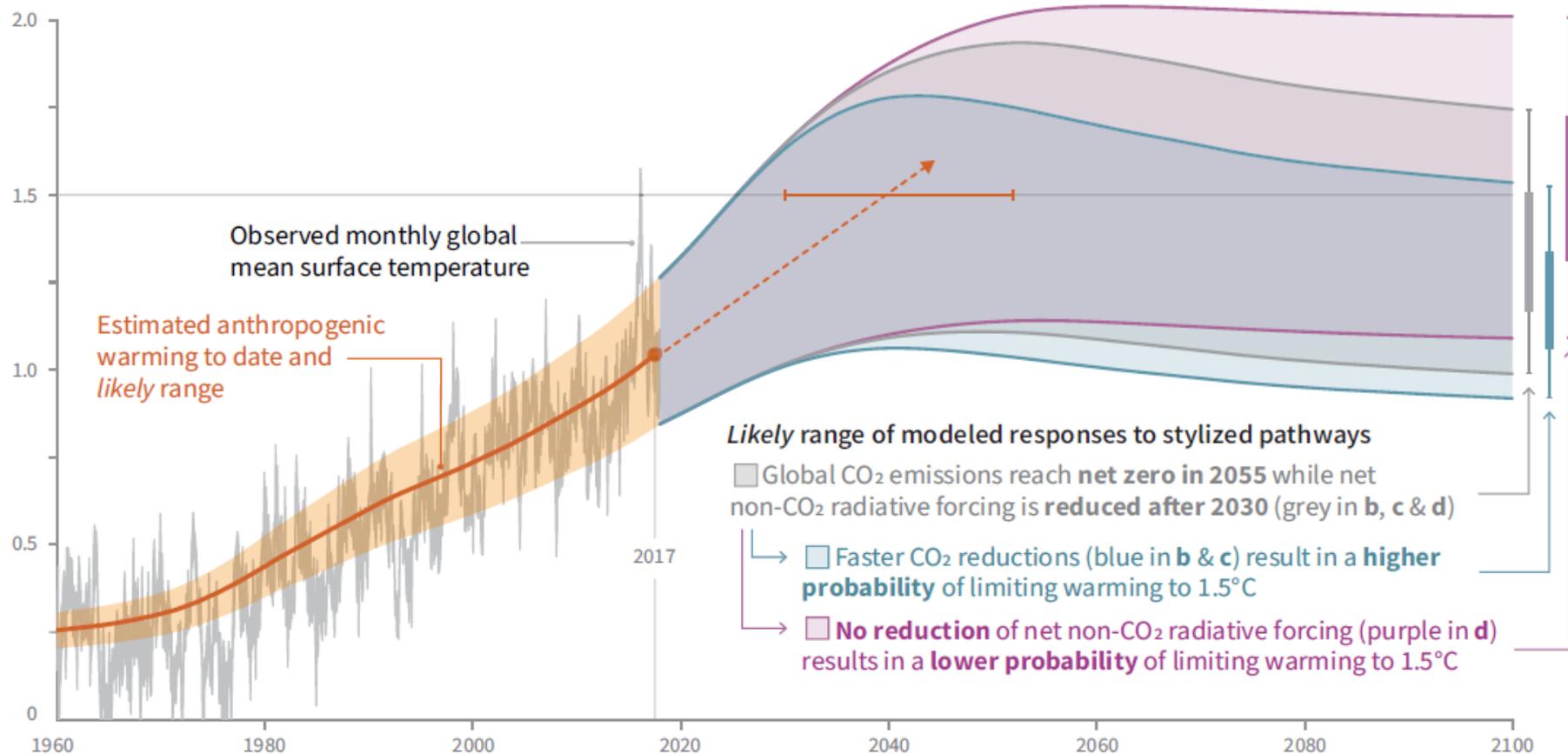
19 novembre 2019

Le contexte (I): l'urgence climatique



Le contexte (II): les scénarios de décarbonation

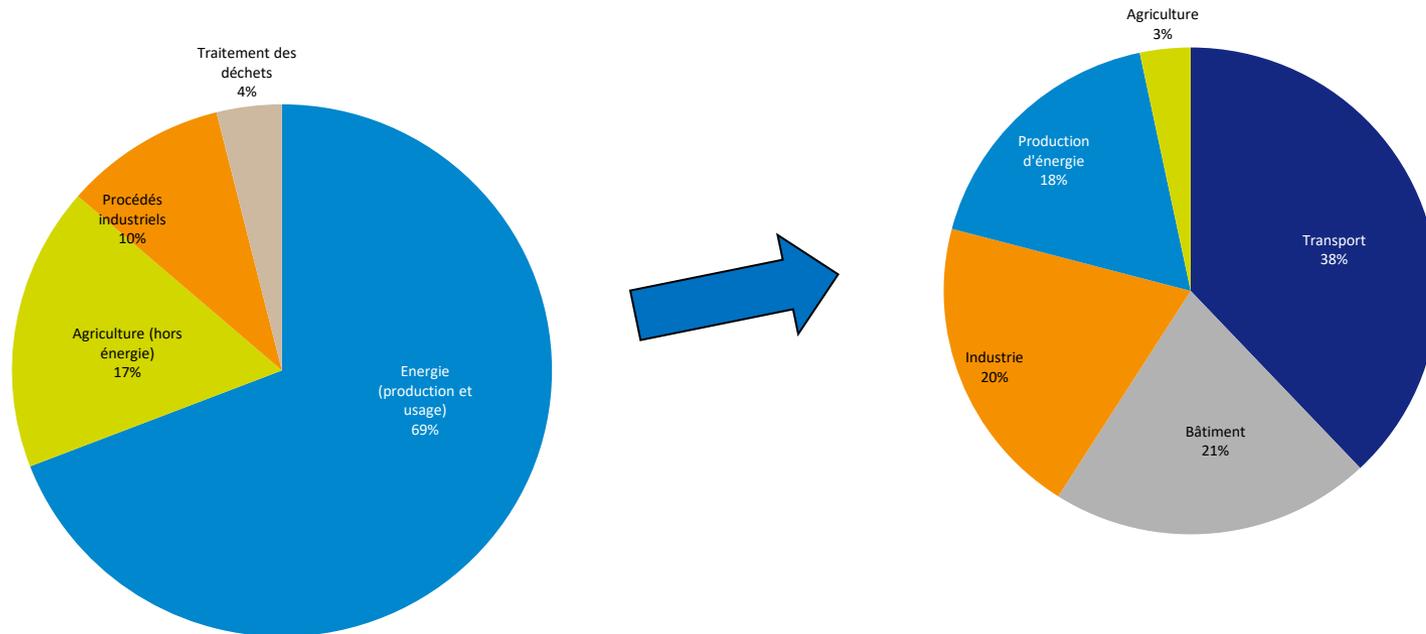
Global warming relative to 1850-1900 (°C)



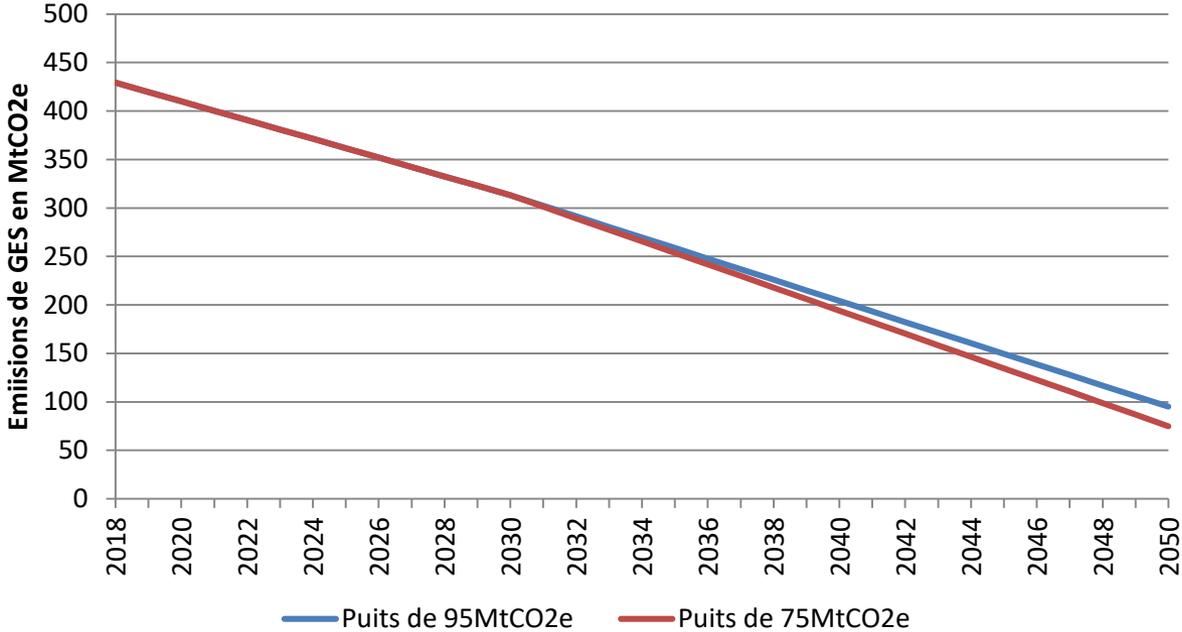
Source: GIEC, rapport spécial 1,5°C, 2018

La question posée (cf. lettre de mission)

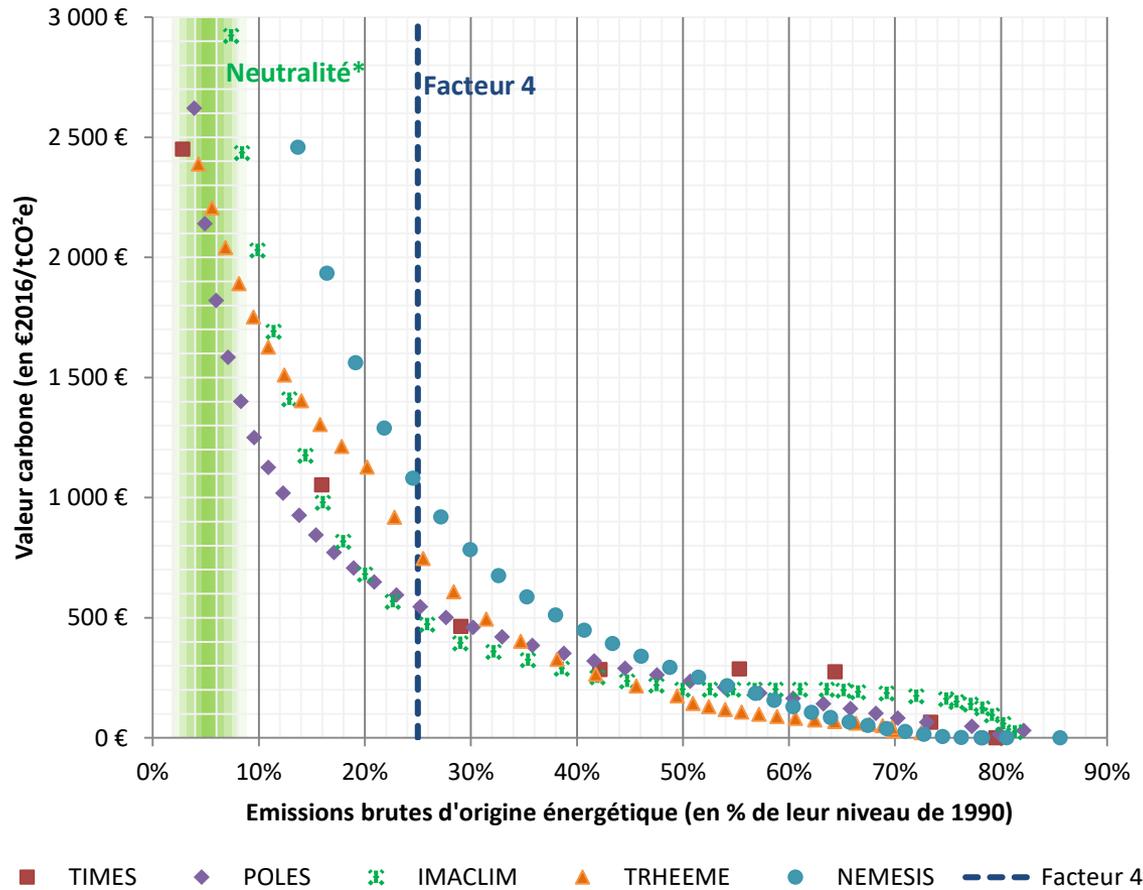
- « Donner une valeur monétaire aux émissions de GES (...) pour orienter de manière efficiente les choix d'investissements, de recherche-développement et de financement de l'Etat et des collectivités territoriales, ainsi que ceux des entreprises et de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux
- (par rapport à l'objectif) d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 en France », [avec en perspective l'objectif de l'Accord de Paris de contenir l'élévation des températures en deçà de 2°C par rapport aux niveaux pré-industriels



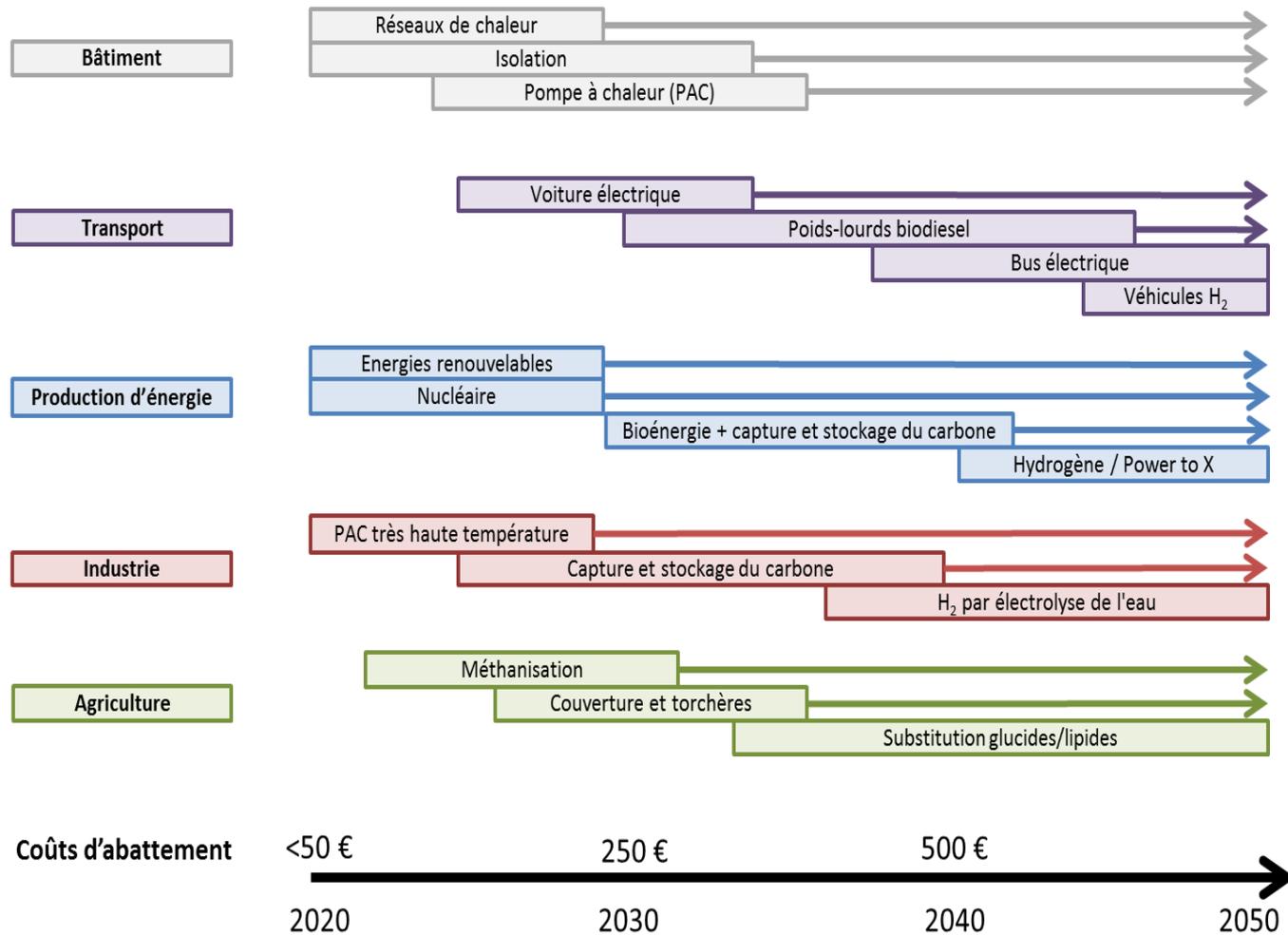
Une approche « coûts-efficacité » : trajectoire-cible



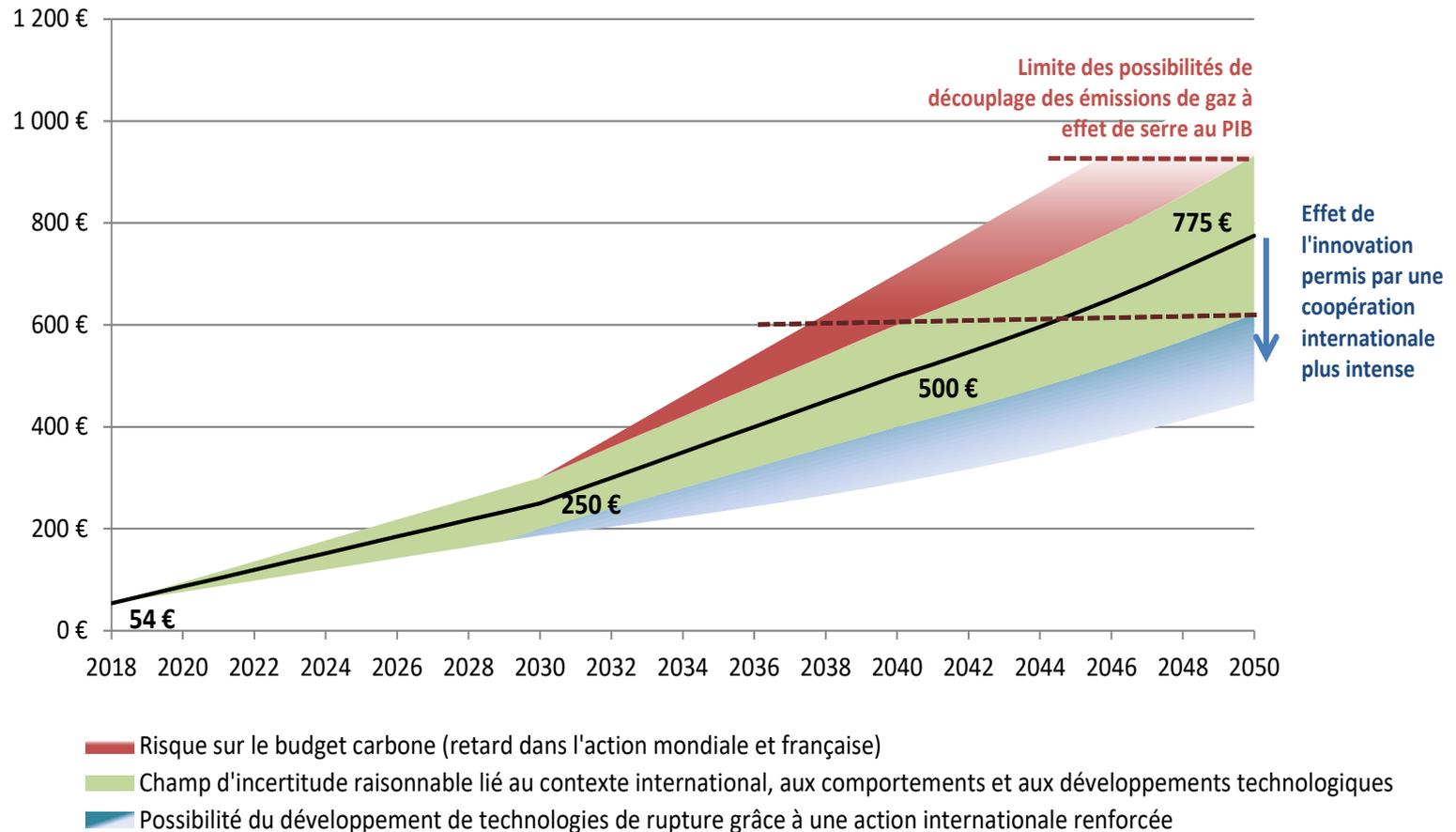
Résultats des modélisations



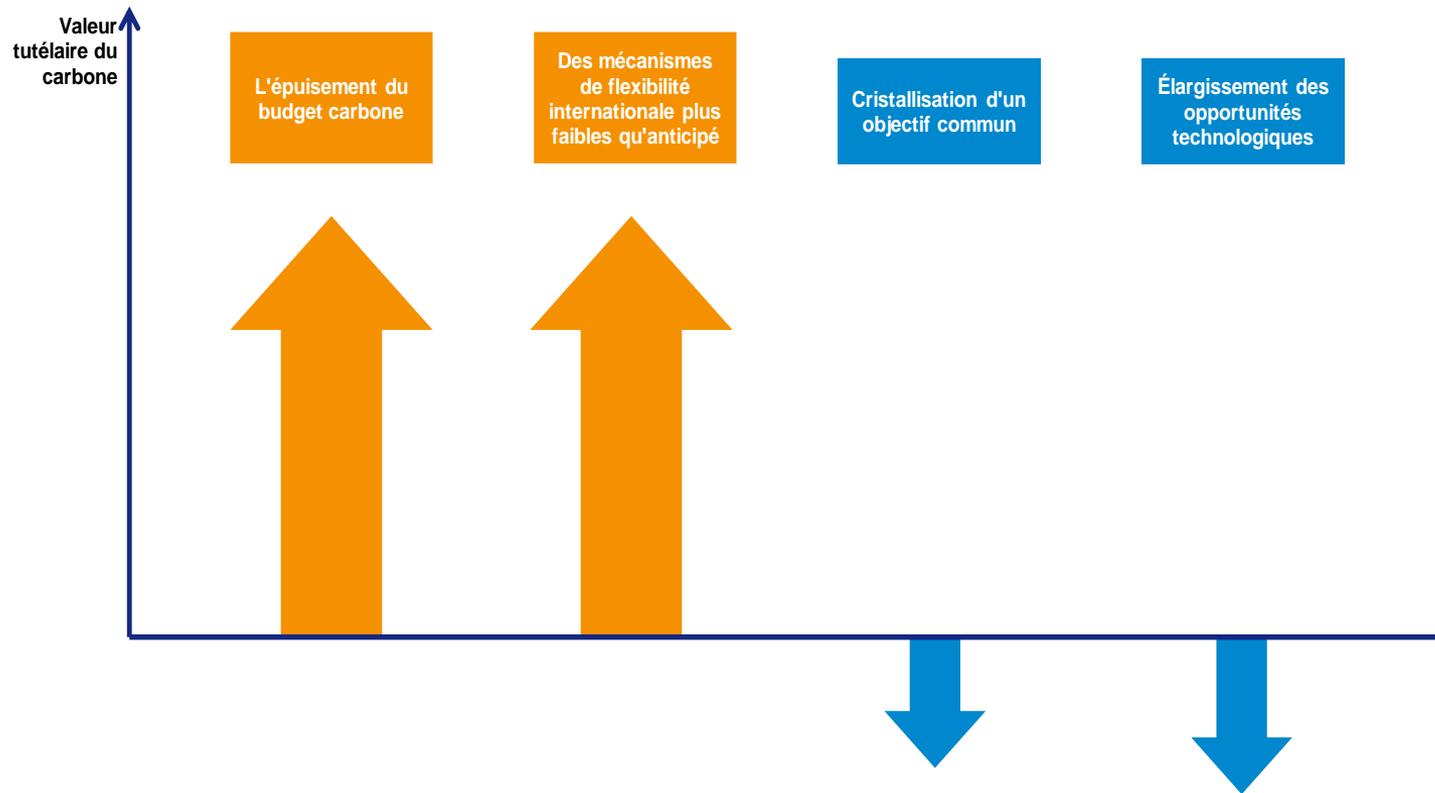
Enjeux technologiques



Trajectoire proposée pour la valeur de l'action pour le climat



Facteurs explicatifs



Une boussole pour l'action publique

Étape 1 – L'action de décarbonation est-elle utile à la collectivité ?

Oui, si le coût d'abattement de l'action est inférieur à la valeur tutélaire (présente et future) du carbone

Étape 2 – L'action utile à la collectivité est-elle spontanément réalisée par les acteurs privés ?

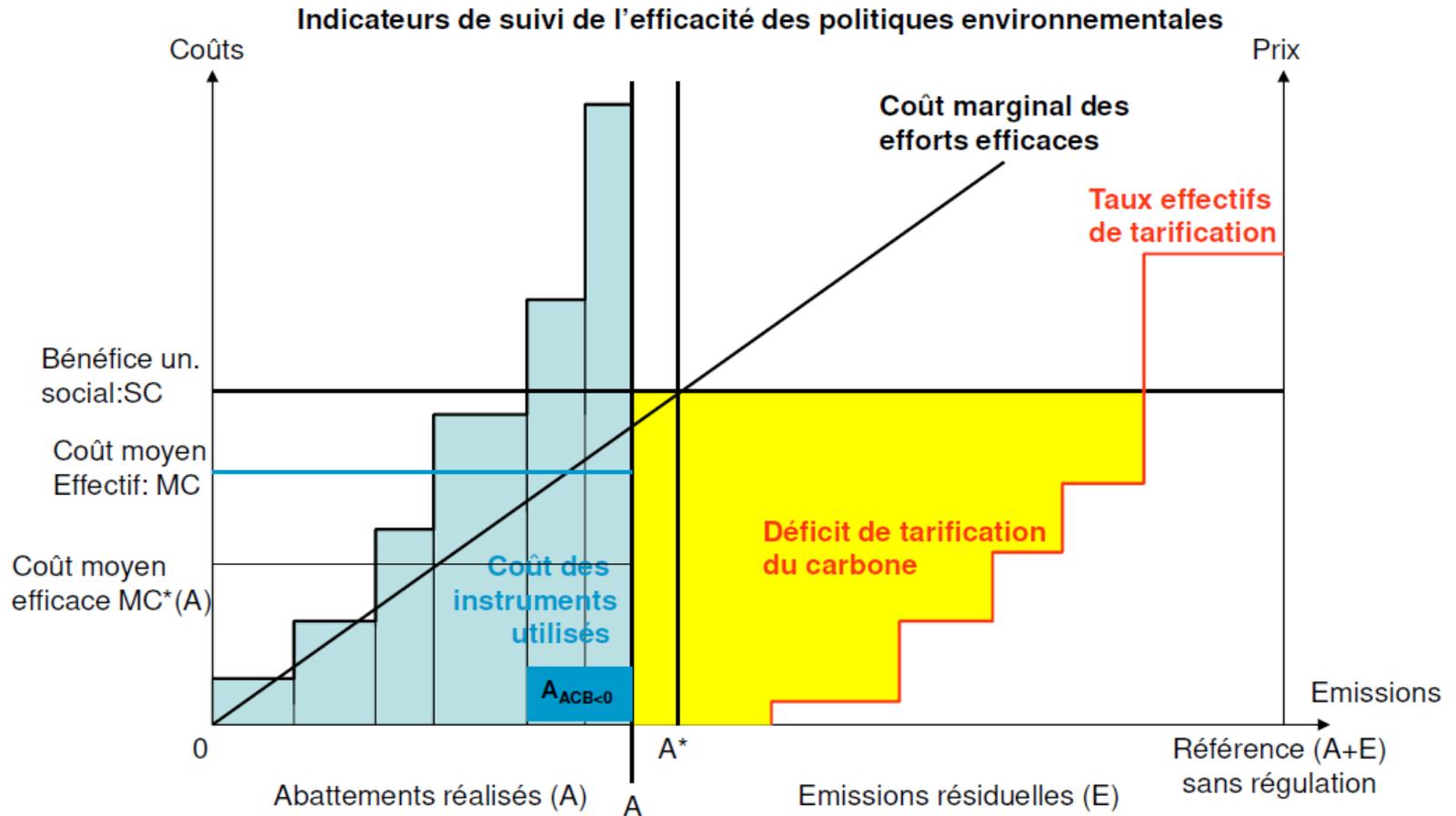
Non, si l'investissement n'est pas rentable pour l'acteur privé ou s'il existe des obstacles à la réalisation de l'action

Étape 3 – Quels sont les leviers publics pertinents pour déclencher l'action ?

Le secteur public doit-il créer des infrastructures et des équipements ?

Le secteur public doit-il prendre des mesures à destination des acteurs privés ?

Une boussole bien nécessaire



D.Bureau, d'après OCDE

Indicateurs:

- d'ambition effective (abattements réalisés par rapport au socialement souhaitable): A/A^*
- de valeur sociale créée (balance coûts-bénéfices globale): $(SC-MC).A$
- de recours à des instruments inappropriés en termes de balance coûts-bénéfices: $A_{ACB<0}/A$
- d'inefficacité coût: $(MC- MC^*(A))/MC^*(A)$
- de déficit de tarification: déficit ou « carbon pricing gap »/ $(VTC.E)$

Débats suscités par les résultats et enjeux

Les débats:

- VTC et choix d'instruments des politiques
- Niveaux de prix, à court et long-terme
- Hotelling pas au rendez-vous
- VTC vs SCC

Les enjeux:

- importance de l'investissement et de l'innovation
- rôle générique de la tarification
- champ potentiel du calcul économique
- défaut d'action précoce
- design des objectifs des politiques climatiques
- sens de l'évaluation socio-économique:
 - éclairer les choix de priorités,
 - pour créer de la valeur sociale nette
 - et en assurer une distribution équitable du surplus